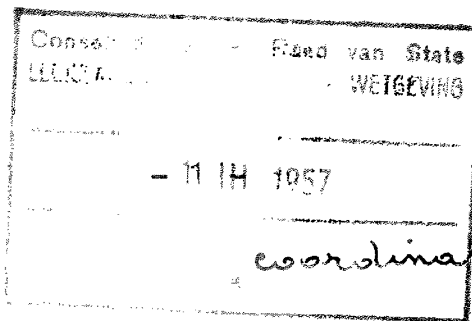


ML.



L. 5466/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 octobre 1956, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant le statut des objecteurs de conscience", a donné le 13 février 1957 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 25e oktober 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende het statuut van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren", heeft de 13e februari 1957 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi portant le statut des objecteurs de conscience soulève les observations développées ci-après.

Article 1er.

Le dernier alinéa de cet article dispose que la déclaration d'objection de conscience cesse d'être recevable "lorsque le milicien est incorporé dans l'armée".

La portée de cette expression doit être déterminée à la lumière des principes qui régissent la loi du 15 juin 1951 sur la milice.

Le milicien est incorporé dans l'armée lorsqu'il a acquis la qualité de militaire et aussi longtemps que cette qualité lui est conservée.

Normalement, la qualité de militaire est acquise lors de l'entrée du milicien au centre de recrutement et de sélection (article 57 de la loi sur la milice). En cas d'aptitude au service, l'incorporation devient définitive. Mais il est d'autres cas. Aux termes de l'article 60 de la loi sur la milice, "le milicien ajourné, non admis au devancement d'appel, ou renvoyé au conseil de revision par le médecin chef du service de santé du centre, perd la qualité de militaire".

Le cas suivant peut être envisagé en premier lieu. Un milicien a acquis la qualité de militaire en application de l'article 57 de la loi sur la milice.

.../...

Après examen du médecin du centre, il est ajourné, ce qui entraîne la perte de la qualité de militaire, conformément à l'article 60 précité. Il devra donc acquérir de nouveau cette qualité pour être incorporé dans l'armée et, s'il est reconnu apte, cette incorporation sera définitive. Si la déclaration d'objection n'a pas été faite avant l'entrée au centre de recrutement, elle pourra être introduite depuis le moment où la qualité de militaire a été perdue jusqu'au moment où elle a été recouvrée.

Un deuxième cas peut être envisagé, celui où le milicien, après avoir acquis la qualité de militaire en application de l'article 57 de la loi sur la milice, est renvoyé au conseil de revision par le médecin du centre, parce que celui-ci estime qu'il y a lieu de prononcer l'exemption pour inaptitude définitive (article 59, § 1er, alinéa 2, de la loi sur la milice). Le milicien ainsi renvoyé perd également la qualité de militaire (article 60 de la même loi). Si ultérieurement le conseil de revision estime l'intéressé apte au service, la remise à l'autorité militaire se fera par la transmission des pièces administratives (article 56, § 3, de la même loi). L'intéressé devra être soumis aux formalités de l'incorporation et acquérir à nouveau la qualité de militaire.

C'est encore une fois cette dernière incorporation qui devra être prise en considération pour déterminer la recevabilité de la déclaration d'objection faite après la perte de la qualité de militaire.

.../...

Un troisième cas doit être signalé. Aussitôt après avoir acquis la qualité de militaire au centre de recrutement et avant tout examen d'aptitude par le médecin du centre, le milicien fait une déclaration d'objection. Cette déclaration n'est pas recevable et ne pourra donc pas arrêter le cours des opérations ultérieures, parce que, au moment où il l'introduit, l'intéressé est incorporé dans l'armée. Si ultérieurement, il est déclaré apte, il restera incorporé. Si, par contre, il est ajourné ou renvoyé au conseil de revision, il perdra la qualité de militaire en application de l'article 60 de la loi sur la milice et, à partir de ce moment, il sera de nouveau recevable à introduire une déclaration d'objection.

Il est enfin des cas où l'acquisition de la qualité de militaire ne se fait pas au centre de recrutement et de sélection. Il en est notamment ainsi lorsque la remise à l'autorité militaire a lieu par transmission des pièces administratives, après examen médical subi à la Colonie ou au siège d'un poste diplomatique ou consulaire (articles 40, 3^o, et 56, § 3, de la loi sur la milice) et que l'intéressé reçoit lecture des lois militaires lorsqu'il rejoint son unité. C'est à ce moment que le milicien sera incorporé.

+

+

+

La disposition selon laquelle la déclaration d'objection cesse d'être recevable lorsque le milicien est incorporé dans l'armée a pour conséquence que sera recevable la déclaration introduite notamment par les personnes visées à l'article 97, § 1^{er}, 1^o à 3^o de la loi sur la milice. Aux termes de cette disposition,

.../...

est traité comme déserteur, notamment :

- 1° l'insoumis qui, convoqué pour être remis à l'autorité militaire, en vertu de l'article 66, § 3, alinéa 1er, n'a pas rejoint le centre de recrutement et de sélection dans un certain délai;
- 2° le milicien compris dans le contingent qui, appelé pour accomplir le terme au service actif avant d'avoir acquis la qualité de militaire, n'a pas rejoint son corps ou service dans un certain délai;
- 3° le milicien de la réserve de recrutement qui, appelé au service en vertu de l'article 2, § 4, ne s'est pas rendu à l'endroit désigné dans un certain délai. En outre, les infractions visées par cette disposition sont passibles des peines prévues par le Code pénal militaire.

Article 2.

Aux termes de cet article, "la déclaration doit être écrite et signée par l'objecteur, indiquer avec précision les raisons qui la justifient et désigner les personnes qui pourraient attester sa sincérité".

Il est possible que l'objecteur ne puisse pas désigner des personnes susceptibles d'attester sa sincérité, parce qu'il se pourrait que l'intéressé n'ait pas manifesté ses convictions à des tiers. Pour tenir compte de cette hypothèse, le texte devrait être rédigé comme suit : "... désigner éventuellement les personnes qui pourraient attester sa sincérité".

.../...

Articles 3 et 5

Aux termes de l'article 3 du projet, "si la déclaration répond aux conditions prévues aux articles précédents, l'intéressé est provisoirement inscrit par le Ministre de l'Intérieur sur la liste des objecteurs de conscience", et "cette inscription suspend à l'égard du déclarant l'application des dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service relatives à la remise du contingent au centre de recrutement et de sélection".

L'article 5, alinéa 1er, du projet, dispose: "un mois au plus tard après la réception de la déclaration, le dossier est transmis au président du conseil de l'objection pour être statué sur la sincérité de l'objection".

La déclaration répond aux conditions prévues aux articles 1er et 2 lorsqu'elle a été faite dans les formes imposées et qu'elle est recevable : lettre recommandée formulant des objections de conscience, déclaration écrite et signée par l'objecteur, indication précise des raisons qui la justifient, désignation éventuelle des personnes qui pourraient attester la sincérité, déclaration éventuellement reçue par le commissaire de police ou le commandant de gendarmerie, déclaration faite à l'époque prévue à l'article 1er, alinéas 2 et 3.

Ces conditions remplies, le Ministre doit procéder à l'inscription provisoire de l'objecteur. Il ne pourrait pas refuser celle-ci pour le motif que les raisons invoquées par le déclarant ne relèvent pas "de considérations religieuses, philosophiques ou morales",

.../...

mais bien de considérations politiques, ou pour le motif que l'objecteur n'est pas convaincu "qu'on ne peut tuer son prochain, même sur ordre de l'autorité". Ce sont là des conditions de fond dont l'appréciation appartient au conseil de l'objection et non pas au Ministre.

Il résulte de ce qui précède que la mission confiée au conseil de l'objection est en réalité plus large que ne le prévoit le texte de l'article 5, alinéa 1er, aux termes duquel le conseil ne statue que sur la sincérité de l'objection. En effet, si le conseil estime que les convictions professées par l'objecteur relèvent de considérations politiques, il pourra rejeter la demande, alors même que ces convictions sont parfaitement sincères.

Le conseil aura donc à statuer, non seulement sur la sincérité de l'objecteur mais aussi sur la nature des considérations qu'il invoque et sur l'objet de sa conviction. C'est sur le bien-fondé de l'objection dans son ensemble qu'il devra se prononcer, ce qui inclut évidemment l'examen de la sincérité mais ne limite pas à cet examen la mission du conseil.

Pour tenir compte des observations qui précèdent, la rédaction suivante est proposée :

"Article 3.-

Si la déclaration répond aux conditions de recevabilité et de forme prévues ... (le surplus comme au projet).

.../...

Article 5, alinéa 1er.

Un mois au plus tard après la réception de la déclaration, le dossier est transmis au président du conseil de l'objection, pour qu'il soit statué sur le bien-fondé de l'objection".

+

+ +

L'article 3, alinéa 3, dispose que l'inscription sur la liste des objecteurs "est notifiée au déclarant dans les quarante-huit heures".

Compte tenu de la modification proposée pour l'article 14 du projet, il y aurait lieu de rédiger le texte comme suit : "... dans les trois jours, non compris les dimanches et jours fériés".

+

+ +

L'article 3, alinéa 4, du projet dispose que "la déclaration est considérée comme non avenue en cas d'exemption de l'intéressé pour cause physique".

L'exposé des motifs s'exprime à cet égard comme suit :

"Cette inscription (sur la liste des objecteurs de conscience, conformément à l'article 3) a pour effet de mettre en mouvement la procédure de vérification et de suspendre à l'égard du déclarant l'application des dispositions de la loi sur la milice, le recrutement et les obligations de service relatives à la remise du contingent au centre de recrutement et de sélection, dispositions qui font actuellement l'objet du chapitre VI de la loi du 15 juin 1951.

.... /

Mais les dispositions de cette loi, qui concernent les opérations de milice préalables à cette remise, restent d'application afin d'éviter toute perte de temps inutile et de permettre la vérification de l'aptitude physique du déclarant au service.

Si, au cours de ces opérations, le déclarant est exempté du service militaire pour cause physique, sa déclaration est considérée comme non avenue car, dans ce cas, l'intéressé est complètement libéré de ses obligations militaires, même en temps de guerre, et n'a plus aucun intérêt à invoquer l'objection de conscience.

Cette règle énoncée par le dernier alinéa de l'article 3, s'applique aussi dans le cas où l'intéressé était déjà exempté avant d'avoir fait sa déclaration".

Ce texte de l'exposé des motifs n'envisage pas l'exemption pour cause physique postérieure à l'intervention du centre de recrutement et de sélection (article 59 de la loi sur la milice).

Et cependant, ce cas d'exemption ne doit pas être exclu. Il peut se faire, en effet, que l'exemption pour cause physique d'un milicien se produise postérieurement au moment où il a acquis la qualité de militaire en application de l'article 57 de la loi sur la milice. Ce sera le cas lorsque le milicien est renvoyé au conseil de revision par le médecin du centre, parce que ce dernier estime qu'il y a lieu de prononcer l'exemption pour inaptitude définitive (article 59, § 1er, alinéa 2, de la loi sur la milice).

.../...

Supposons qu'un milicien n'ait pas fait de déclaration d'objection avant d'acquérir pour la première fois la qualité de militaire lors de son entrée au centre de recrutement et de sélection. Il est examiné par le médecin du centre qui le renvoie au conseil de revision, renvoi qui a pour conséquence de faire perdre au milicien sa qualité de militaire (article 60 de la loi précitée). A partir de ce moment, le milicien peut encore faire sa déclaration d'objection, puisqu'il n'est pas incorporé dans l'armée (voir plus haut le commentaire de l'article 1er du projet). Dès lors, si le conseil de revision l'exempte, la déclaration qu'il aurait faite, soit avant, soit après cette exemption, devra être considérée également comme non avenue.

Article 7.

Cette disposition porte que la décision du conseil de l'objection "est notifiée au déclarant dans les quarante-huit heures du prononcé".

Pour les raisons développées à propos de l'article 3, alinéa 3, il y aurait lieu de rédiger le texte comme suit : "... dans les trois jours, non compris les dimanches et jours fériés".

Article 8.

Par souci de concordance avec l'alinéa 2, il y aurait lieu de rédiger l'alinéa 3 comme suit :

"L'acte d'appel du Ministre de l'Intérieur doit être adressé au déclarant par lettre recommandée déposée à la poste quinze jours au plus tard après celui de la décision. Une copie de cet acte est jointe au dossier".

.../...

Article 10.

Cet article prévoit un pourvoi en cassation contre la décision du conseil d'appel de l'objection. La disposition s'inspire de l'article 51 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice, qui permet de soumettre à la censure de la Cour de cassation les décisions du conseil supérieur de milice et celles des conseils de revision.

Les décisions du conseil d'appel de l'objection et du conseil supérieur de milice sont incontestablement des décisions administratives. S'il n'en était pas autrement disposé par la loi, le recours au Conseil d'Etat contre les décisions du conseil d'appel de l'objection serait, en raison de la nature administrative de la juridiction, de droit en vertu de l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946. Néanmoins, le contrôle de la légalité de ces décisions a été soustrait au Conseil d'Etat pour être confié à la Cour de cassation.

Lorsque le Conseil d'Etat n'existait pas, il était normal que l'on déférât pareilles décisions à la censure de la Cour de cassation, à défaut d'un autre organe plus spécialement compétent pour exercer une telle censure. Mais depuis la loi du 23 décembre 1946, c'est le Conseil d'Etat qui est devenu le juge de droit commun en matière administrative.

Dans ces conditions, il appartiendra aux Chambres législatives d'apprécier si, par souci d'établir un parallélisme avec la loi sur la milice, il y a lieu de maintenir l'intervention de la Cour de cassation ou s'il n'est pas préférable de s'orienter dans la voie nouvelle ouverte par la création du Conseil d'Etat, en confiant à cette juridiction le contrôle de la légalité des décisions du conseil d'appel de l'objection.

.../...

Si l'intervention du Conseil d'Etat était préférée à celle de la Cour de cassation, les dispositions du projet relatives au recours en cassation devraient être modifiées et simplifiées en conséquence.

Le recours au Conseil d'Etat contre les décisions du Conseil d'appel de l'objection étant de droit, il n'est pas indispensable de l'instituer spécialement. Néanmoins, un texte est nécessaire en l'espèce pour préciser, d'une part, quel est le Ministre compétent pour introduire le recours et, d'autre part, le délai dans lequel ce recours doit être introduit, étant donné qu'aux termes du projet, ce délai est différent de celui prévu par le règlement de procédure du Conseil d'Etat.

Si le Gouvernement entendait, par ailleurs, que les recours devant le Conseil d'Etat soient suspensifs, ce point devrait être précisé dans le texte également.

Le texte ci-après est proposé pour tenir compte des éventualités qui précèdent. Il remplacerait les articles 10, 11 et 12 du projet.

"Article 10 -

Le Ministre de l'Intérieur et le déclarant peuvent introduire un recours contre la décision du Conseil d'appel de l'objection devant la section d'administration du Conseil d'Etat, conformément à l'article 9 de la loi du 23 décembre 1946, le Ministre dans les quinze jours du prononcé, et le déclarant dans les quinze jours de la notification de la décision.

Les recours sont suspensifs".

.../...

Article 12.

Cette disposition, qui s'inspire de l'article 53, § 3, de la loi sur la milice, porte que le greffier de la Cour de cassation informe de l'admission ou du rejet du pourvoi le Ministre de l'Intérieur, qui notifie la décision au déclarant.

Dans l'intention du Gouvernement, le Ministre de l'Intérieur ne doit pas notifier au déclarant une copie in extenso de la décision, mais uniquement l'objet de l'information reçue du greffier, savoir l'admission ou le rejet du pourvoi.

Le texte ci-après traduirait mieux cette intention :

"Le greffier de la Cour de cassation informe de l'admission ou du rejet du pourvoi le Ministre de l'Intérieur. Celui-ci en fait la notification au déclarant".

Article 13.

Cet article dispose :

"Lorsque la cassation est prononcée, la cause est renvoyée au conseil d'appel de l'objection composé d'autres membres.

Si la seconde décision est annulée par les mêmes motifs que ceux de la première cassation, le conseil d'appel doit se conformer à la décision de la Cour sur le point de droit jugé par elle".

Ce texte est la transposition de l'article 54 de la loi du 15 juin 1951 sur la milice.

.../...

Dans l'hypothèse où un recours devant le Conseil d'Etat serait admis, il y aurait lieu de modifier la disposition qui précède en s'inspirant des précédents législatifs en la matière (1).

Le texte ci-après, qui deviendrait l'article 11 du projet, tient compte de cette observation :

"Lorsque le Conseil d'Etat prononce l'annulation d'une décision du conseil d'appel de l'objection, l'affaire est renvoyée devant le conseil d'appel de l'objection autrement composé, qui doit se conformer à l'arrêt du Conseil d'Etat sur le point de droit jugé par lui".

+

+ +

Dans l'éventualité où l'intervention du Conseil d'Etat serait admise, les articles 14 et suivants du projet deviendraient les articles 12 et suivants. Les références à un article déterminé du projet devraient tenir compte de ce changement de numérotation.

.../...

(1) Voir notamment :

- 1° l'article unique de la loi du 2 février 1955 modifiant l'article 3 de la loi du 24 juillet 1952 relative à la procédure en matière des statuts des résistants civils et des réfractaires, des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945, des étrangers prisonniers politiques, des prisonniers politiques et de leurs ayants droit et des résistants par la presse clandestine;
- 2° l'article 23 de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Article 14.

Aux termes de cet article, "les notifications prévues aux articles précédents sont faites sous pli recommandé à la poste. La remise du pli à la poste vaut notification".

Cette disposition a notamment pour conséquence de faire courir les délais de recours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée notifiant la décision a été déposée à la poste.

Pareil système offre l'inconvénient de battre en brèche la notion même de notification puisque le délai prend cours à un moment où l'intéressé ne saurait avoir reçu la notification qui lui est destinée. Il serait plus rationnel de faire courir le délai à partir du lendemain du jour du dépôt à la poste, sauf à exclure les dimanches et jours fériés, puisque les plis recommandés sont normalement délivrés dans les vingt-quatre heures en Belgique.

L'article 14 pourrait, dès lors, être rédigé comme suit :

"Article 14.-

Les notifications prévues aux articles précédents sont faites sous pli recommandé à la poste. La notification est réputée faite le lendemain du jour du dépôt à la poste, non compris les dimanches et jours fériés".

Article 17.

Cet article dispose :

"Si l'inscription est accordée et que l'objection porte seulement sur l'accomplissement du service armé, l'objecteur est affecté au service de santé ou à un autre service non armé pendant un terme excédant d'une moitié celui qui est imposé aux miliciens faisant partie du même contingent et affectés au même service".

Comme le fait l'article 16 du projet pour le cas où l'inscription est refusée, l'article 17 devrait préciser également que la suspension prévue par l'alinéa 2 de l'article 3 prend fin et que, si le contingent dont l'objecteur devait faire partie a déjà été remis à l'autorité militaire, l'intéressé sera remis à cette autorité avec le contingent suivant.

Le texte ci-après tient compte de cette observation :
"Article 17.-

Si l'inscription est accordée par une décision devenue irrévocable et que l'objection porte seulement sur l'accomplissement du service armé, la suspension prévue par l'alinéa 2 de l'article 3 prend fin et l'objecteur est affecté au service de santé ou à un autre service non armé pendant un terme excédant d'une moitié celui qui est imposé aux miliciens faisant partie du même contingent et affectés au même service.

Lorsque le contingent dont il devait faire partie a déjà été remis à l'autorité militaire, l'objecteur est remis à cette autorité avec le contingent suivant".

Articles 18 et 19.

A propos de l'affectation de l'objecteur au corps de protection civile et du régime auquel il y sera soumis, l'exposé des motifs s'exprime comme suit :

"Il est à remarquer cependant qu'après leur incorporation dans le Corps de protection civile, les objecteurs de conscience seront soumis non au régime qui est actuellement applicable dans ce Corps, mais à un régime particulier qui comportera leur affectation dans des unités de ce service en dehors de leur résidence et avec obligation de séjourner dans des cantonnements".

L'article 19 prévoit, en outre, que le service et le statut des objecteurs de conscience au Corps de protection civile seront organisés par le Roi qui déterminera notamment le régime disciplinaire, les congés, ainsi que les allocations dont bénéficient les intéressés et leur famille".

Il résulte des explications fournies au Conseil d'Etat que le premier alinéa de ce texte indique certains éléments qui seront contenus dans l'arrêté royal à prendre en vertu de l'article 19 du projet et que l'expression "en outre", employée au deuxième alinéa du même texte, est donc inadéquate.

.../...

Si le Gouvernement entendait que le Roi, lorsqu'il prendra les dispositions prévues par l'article 19, soit lié par les déclarations contenues dans le premier alinéa précité, il ne suffirait pas qu'elles figurent dans l'exposé des motifs, mais elles devraient être inscrites dans le texte même du projet.

+
+ +

Par souci de concordance avec l'article 17 proposé, il y aurait lieu de rédiger comme suit le début de l'article 18 :

"Article 18.-

Si l'inscription est accordée par une décision devenue irrévocable et que l'objection porte sur l'accomplissement de tout service militaire, l'objecteur est affecté au corps de protection civile ... (le surplus comme au projet) ... ".

+
+ +

Article 21.

La première phrase de l'alinéa 3 serait mieux rédigée comme suit :

"Le retrait de la déclaration ou la renonciation à l'inscription sont adressés par lettre recommandée à la poste au Ministre de l'Intérieur".

Article 22.Quant au § 1er :

Le premier alinéa du projet dispose :

"L'inscription peut être annulée s'il est établi que l'intéressé a employé des manoeuvres frauduleuses ou a sciemment donné ou laissé donner des renseignements inexacts dans le but de l'obtenir".

Cette disposition s'inspire de l'article 88, alinéa 1er, de la loi du 15 juin 1951 sur la milice.

L'article 24 du projet frappe d'une peine le déclarant qui a employé des manoeuvres frauduleuses pour obtenir son inscription et quiconque, en vue de provoquer l'inscription du déclarant, a fourni une attestation ou des renseignements qu'il savait inexacts.

.../...

Il en résulte que, hormis le cas de manoeuvres frauduleuses, l'objecteur n'est pas punissable pour avoir sciemment donné lui-même ou laissé donner des renseignements inexacts (comparez avec l'article 96 de la loi sur la milice). En pareil cas, le comportement de l'objecteur pourra uniquement être sanctionné par l'annulation de l'inscription, tandis que le tiers qui aura fourni des renseignements qu'il savait inexacts, en vue de provoquer l'inscription du déclarant, sera punissable en vertu de l'article 24 du projet.

Il y a lieu d'observer que l'expression "a sciemment ... laissé donner des renseignements inexacts", qui traduit adéquatement les intentions du Gouvernement, ne concorde pas avec le texte néerlandais (heeft ... doen verstrekken). Ce dernier texte devrait donc être mis en harmonie avec le texte français.

+

+ +

Le deuxième alinéa du projet dispose :

"Le Ministre de l'Intérieur saisit, à cette fin, le conseil dont émane la décision accordant l'inscription".

Dans l'intention du Gouvernement, il va de soi que si le conseil de l'objection a accordé l'inscription et que cette décision a été confirmée par le conseil d'appel de l'objection, c'est exclusivement celui-ci qui sera compétent pour statuer sur l'annulation de l'inscription.

.../...

Quant au § 2 :

Le projet dispose comme suit :

"L'annulation ne peut intervenir plus d'un an après le jour où la décision accordant l'inscription est devenue irrévocable.

Toutefois, si une action publique est intentée en raison de faits qui peuvent justifier l'annulation, ce délai est suspendu aussi longtemps qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur cette action. En cas de condamnation, le délai est, en outre, prorogé jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où la condamnation est devenue irrévocable".

Cette disposition s'inspire de l'article 68, alinéa 5, de la loi sur la milice.

Le terme "irrévocable", employé au premier alinéa, signifie en l'espèce que la décision accordant l'inscription n'est plus susceptible d'aucun des recours prévus par le projet, même d'un recours en cassation.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que le mot "définitivement", employé au deuxième alinéa, a le sens de "irrévocablement", c'est-à-dire qu'il vise le cas où la décision répressive n'est plus susceptible d'aucune voie de recours, même

.../...

extraordinaire. Pour uniformiser la terminologie du deuxième alinéa, le terme "irrévocablement" devrait être substitué à "définitivement".

Il résulte, d'autre part, du texte précité qu'une décision d'annulation ne peut intervenir plus d'un an après le jour où l'inscription a acquis un caractère irrévocable.

Cela implique que toute décision de la juridiction de fond prononçant l'annulation de l'inscription doit intervenir dans le délai d'une année dont question ci-dessus. La juridiction de fond ne pourrait statuer en dehors de ce délai, ni pour annuler une inscription, ni pour confirmer une annulation d'inscription prononcée dans l'année par la juridiction du premier degré, ni même pour annuler une inscription à la suite d'un renvoi après cassation intervenu dans le délai d'un an.

Un exemple précisera la portée de ces principes.

Le Conseil d'appel de l'objection a prononcé l'annulation d'une inscription dans le délai d'un an et un pourvoi en cassation est introduit contre cette décision.

Si le pourvoi est rejeté, même après l'expiration de ce délai, aucun problème ne se pose, l'annulation ayant été prononcée par la juridiction de fond dans le délai légal d'un an.

.../...

Si, par contre, la Cour de cassation casse la décision d'annulation et renvoie l'affaire dans le délai d'un an devant le conseil d'appel de l'objection, cette dernière juridiction ne pourra annuler l'inscription si elle statue après l'expiration de ce délai.

Les mêmes principes valent, mutatis mutandis, si c'est au Conseil d'Etat et non à la Cour de cassation qu'est confiée la mission de contrôler la légalité des décisions administratives en matière d'objection de conscience.

Quant au § 3 :

Le projet dispose :

"Si l'annulation est prononcée, l'intéressé est soumis au régime prévu par l'article précédent en cas de renonciation à l'inscription, mais doit accomplir un service actif d'une durée au moins égale au terme imposé aux miliciens faisant partie du plus prochain contingent normal".

Cette disposition serait plus clairement rédigée comme suit :

"Si l'annulation est prononcée, l'intéressé est soumis au régime prévu par l'article 21 en cas de renonciation à l'inscription. Il devra en tous cas accomplir,

en qualité de milicien ordinaire, un service militaire d'une durée au moins égale au terme imposé aux miliciens faisant partie du plus prochain contingent normal".

La modification de texte proposée se justifie par les raisons suivantes :

Le terme "service actif" employé par le projet est ambigu. L'objecteur de conscience versé au service de santé (service militaire non armé) accomplit un service actif, mais il ne l'accomplit pas en qualité de milicien ordinaire. Or, l'intention du projet est de soumettre en toute hypothèse l'objecteur dont l'inscription est annulée à un service militaire, armé ou non armé, en qualité de milicien ordinaire, étant entendu que la durée de ce service sera au moins égale au terme imposé aux militaires faisant partie du plus prochain contingent normal.

Quelques exemples permettront de préciser la portée de la disposition :

1° un objecteur de conscience est versé au service de santé. Trois mois après son entrée en service son inscription est annulée. L'intéressé devra faire, en qualité de milicien ordinaire, soit au service de santé, soit dans un autre service militaire, armé ou non armé, un terme complémentaire de service de 27 - 3, soit 24 mois, cette dernière durée n'étant pas inférieure au terme ordinaire de milice (18 mois).

.../...

Si l'annulation était intervenue onze mois après l'entrée en service, l'intéressé aurait dû accomplir un service complémentaire, non pas de 16 mois ($27 - 11 = 16$) mais de 18 mois, représentant une durée au moins égale au terme de milice ordinaire. Dans ce cas, l'objecteur sera donc astreint à faire un terme de service total supérieur à 27 mois.

De même si l'annulation était intervenue plus de 27 mois après l'entrée en service -hypothèse qui peut se réaliser dans le cas de l'action publique expressément visée au § 2 de l'article 22 du projet - l'intéressé aurait dû subir, en plus des 27 mois déjà accomplis en qualité d'objecteur, un service militaire complémentaire de 18 mois, soit un total de 45 mois.

- 2° Si nous prenons le cas d'un objecteur de conscience affecté au corps de protection civile, l'intéressé devra faire, en qualité de milicien ordinaire, dans un service militaire armé ou non armé, un terme complémentaire de service identique à celui indiqué dans les exemples qui précèdent.

Articles 23 à 26.

Ces articles contiennent les dispositions pénales du projet.

L'article 23 dispose :

"Est puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans l'objecteur affecté au corps de protection civile qui s'est soustrait à ses obligations, a refusé de participer à un service commandé ou s'est abstenu à dessein de l'exécuter.

Le coupable peut, en outre, être condamné à l'interdiction conformément à l'article 33 du Code pénal".

Cette disposition s'inspire en partie de l'article 28 du Code pénal militaire, qui s'applique notamment aux objecteurs de conscience qui ne sont pas affectés au corps de protection civile.

Il en résulte que les juridictions ordinaires seront seules compétentes à l'égard des objecteurs faisant partie du corps de protection civile, alors que les juridictions militaires sont compétentes pour les autres objecteurs.

+

+

+

.../...

L'article 24 du projet dispose :

"Est puni d'un emprisonnement de huit jours à deux ans :

- 1° le déclarant qui a employé des manoeuvres frauduleuses dans le but d'obtenir son inscription sur la liste des objecteurs de conscience;
- 2° quiconque, dans le but de provoquer l'inscription du déclarant, a fourni une attestation ou des renseignements qu'il savait inexacts".

Aux termes de l'article 25 du projet :

"Les peines prévues par l'article 24 sont doublées dans le cas où les infractions visées par cette disposition ont été commises en temps de guerre ou pendant les époques assimilées au temps de guerre par l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires.

Les infractions à l'article 23 sont, dans ce cas, punies d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans".

L'arrêté royal du 11 mars 1954 portant statut du corps de protection civile comprend également des sanctions pénales dans ses articles 35 et 36.

"Article 35.

Est passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, le membre du personnel du corps convaincu d'avoir donné, engagé, prêté, exposé en vente, vendu ou détourné le matériel, les objets d'équipement ou d'habillement qui lui sont confiés, de les avoir volontairement détruits ou détériorés ou d'avoir refusé de les restituer quand il en était requis.

Article 36.-

Est passible d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 1.000 francs ou d'une de ces peines seulement, le membre du personnel du corps qui, en temps de guerre, pendant les époques assimilées au temps de guerre, telles qu'elles sont définies à l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires ou lors d'événements calamiteux en temps de paix, se soustrait à ses obligations, refuse de participer à un service commandé, s'abstient à dessein d'exécuter un service commandé, se rend coupable d'une grave négligence dans la conservation ou l'entretien du matériel ou des objets d'équipement ou d'habillement qui lui sont confiés".

Comme le note l'exposé des motifs, ces articles 35 et 36 ne sont pas applicables aux objecteurs de conscience affectés au corps de protection civile.

Les faits prévus par l'article 35 ne seront, dès lors, punissables que dans la mesure où ils sont sanctionnés par le droit pénal commun.

Quant à l'article 36, il est reproduit partiellement par l'article 23 du projet, lequel est complété pour le temps de guerre par l'article 25, alinéa 2, du projet.

Les différences suivantes existent entre l'article 36 de l'arrêté royal, d'une part, et les articles 23 et 25, alinéa 2, du projet, d'autre part:

- 1° tant en temps de paix qu'en temps de guerre, le projet prévoit des peines plus lourdes que l'arrêté;
- 2° le projet ne prévoit pas spécialement le cas "d'événements calamiteux en temps de paix". L'article 23 dispose pour le temps de paix en général et l'article 25, alinéa 2, ne prévoit aucune augmentation de peine pour le cas d'événements calamiteux en temps de paix. Il en résulte que l'article 23 sera applicable à l'objecteur de conscience qui refuse d'obéir en temps de paix, que ce soit ou non "lors d'événements calamiteux";
- 3° l'article 36 de l'arrêté royal prévoit une sanction pour le membre du personnel du corps qui "se rend coupable d'une grave négligence dans la conservation ou l'entretien du matériel et des objets d'équipement ou d'habillement qui lui sont confiés". Le projet ne vise pas ce cas.

Il résulte de ce qui précède que le projet diffère de l'arrêté royal du 11 mars 1954, d'une part, en ce qu'il n'applique pas aux objecteurs certaines dispositions reprises dans les articles 35 et 36 de cet arrêté et, d'autre part, en ce qu'il prévoit des peines plus graves pour certaines infractions visées par l'arrêté, lorsque ces infractions ont été commises par des objecteurs de conscience.

OBSERVATION FINALE.

Le projet ne règle pas les questions que pose le concours de ses dispositions avec les dispositions de la loi sur la milice relatives à la dispense du service pour cause morale et aux sursis.

La même observation peut être formulée en ce qui concerne certaines personnes visées par l'article 16 de la loi sur la milice, qui règle la mise à la disposition du Ministre des Colonies pour le service dans les territoires d'outre-mer.

Ignorant sur ce point les intentions du Gouvernement, le Conseil d'Etat s'abstient de proposer des textes.

Bij het ontwerp van wet houdende het statuut van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren zijn de volgende opmerkingen te maken.:

Artikel 1.

Volgens het laatste lid van dit artikel is de verklaring van gewetensbezwaren niet meer ontvankelijk "wanneer de dienstplichtige bij het leger is ingelijfd".

De betekenis van deze uitdrukking moet worden vastgesteld aan de hand van de beginselen van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

De dienstplichtige is bij het leger ingelijfd wanneer hij de hoedanigheid van militair verkrijgt en zolang hij ze behoudt.

Normaal verkrijgt hij de hoedanigheid van militair wanneer hij in het recruterings- en selectiecentrum aankomt (artikel 57 van de dienstplichtwet). Wordt hij voor de dienst geschikt bevonden, dan wordt de inlijving definitief, maar er zijn nog andere gevallen. Luidens artikel 60 van de dienstplichtwet "verliest de verdaagde, tot vervroegde dienstneming niet toegelaten of door de hoofdgeneesheer van de gezondheidsdienst van het centrum naar de herkeuringsraad verwezen dienstplichtige de hoedanigheid van militair".

.../...

In de eerste plaats kan zich het volgende geval voordoen : een dienstplichtige heeft de hoedanigheid van militair verkregen bij toepassing van artikel 57 van de dienstplichtwet. Na onderzoek door de geneesheer van het centrum wordt hij verdaagd, zodat hij overeenkomstig voornoemd artikel 60 de hoedanigheid van militair verliest. Om bij het leger te worden ingelijfd, moet hij deze hoedanigheid opnieuw verkrijgen en, indien hij geschikt wordt bevonden, wordt deze inlijving definitief. Heeft hij vóór de aankomst in het recruteringscentrum geen verklaring van gewetensbezwaren afgelegd, dan kan hij dit nog doen vanaf het tijdstip waarop hij de hoedanigheid van militair heeft verloren en tot het tijdstip waarop hij deze hoedanigheid opnieuw verkrijgt.

Een tweede geval is mogelijk : de dienstplichtige wordt, na bij toepassing van artikel 57 van de dienstplichtwet de hoedanigheid van militair te hebben verkregen, door de geneesheer van het centrum naar de herkeuringsraad verwezen, omdat de geneesheer van oordeel is, dat vrijstelling wegens definitieve ongeschiktheid moet worden uitgesproken (artikel 59, § 1, tweede lid, van de dienstplichtwet). Ook de aldus verwezen dienstplichtige verliest de hoedanigheid van militair (artikel 60 van dezelfde wet). Bevindt de herkeuringsraad hem achteraf geschikt voor de dienst, dan heeft overgifte aan de militaire overheid op overmaking van de administratieve stukken plaats (artikel 56, § 3, van dezelfde wet). Hij moet opnieuw aan de formaliteiten van de inlijving worden onderworpen en opnieuw de hoedanigheid van militair verkrijgen.

.../...

Het is dus andermaal deze laatste inlijving die in aanmerking moet worden genomen om vast te stellen, of de na het verlies van de hoedanigheid van militair gedane verklaring van gewetensbezwaren ontvankelijk is.

Op een derde geval moet nog worden gewezen. Zodra de dienstplichtige in het recruteringscentrum de hoedanigheid van militair verkrijgt, doet hij vóór elk onderzoek naar zijn geschiktheid door de geneesheer van het centrum, een verklaring van gewetensbezwaren. Deze verklaring is niet ontvankelijk, zodat ze de verdere gang van de verrichtingen niet kan tegenhouden, omdat de belanghebbende op het tijdstip van het indienen van zijn verklaring bij het leger was ingelijfd. Wordt hij achteraf geschikt bevonden, dan blijft hij ingelijfd. Wordt hij daarentegen verdaagd of naar de herkeuringsraad verwezen, dan verliest hij, bij toepassing van artikel 60 van de dienstplichtwet, de hoedanigheid van militair en wordt zijn verklaring van gewetensbezwaren vanaf dit tijdstip opnieuw ontvankelijk.

Tenslotte zijn er nog gevallen waar de hoedanigheid van militair niet in het recruterings- en selectiecentrum wordt verkregen, onder meer wanneer de overgifte aan de militaire overheid plaats heeft op overmaking van administratieve stukken, na keuring in de Kolonie of ten zetel van een diplomatieke of consulaire post (artikelen 40, 30, en 56, § 3, van de dienstplichtwet), en wanneer hem, nadat hij zich bij zijn eenheid heeft gevoegd, de militaire wetten worden voorgelezen. Op dat tijdstip wordt de dienstplichtige ingelijfd.

De bepaling, dat de verklaring van gewetensbezwaren niet meer ontvankelijk is wanneer de dienstplichtige bij het leger is ingelijfd, betekent dat de verklaring ontvankelijk is wanneer zij ingediend wordt onder meer door de personen bedoeld in artikel 97, § 1, 1° tot 3°, van de dienstplichtwet. Volgens dit artikel wordt als deserteur behandeld :

- 1° de dienstweigeraar die krachtens artikel 66, § 3, eerste lid, is opgeroepen om aan de militaire overheid overgegeven te worden en zich niet binnen een zekere termijn bij het recruterings- en selectiecentrum heeft aangemeld ;
- 2° de in het contingent opgenomen dienstplichtige die, tot vervulling van zijn werkelijke diensttermijn opgeroepen voordat hij de hoedanigheid van militair heeft verkregen, zich binnen een zekere termijn niet bij zijn korps of dienst heeft gevoegd ;
- 3° de dienstplichtige uit de werfreserve die krachtens artikel 2, § 4, opgeroepen, zich binnen een zekere termijn niet naar de hem aangewezen plaats heeft begeven. Tenslotte staan op de in dit artikel bedoelde misdrijven straffen die in het Militair Strafwetboek zijn gesteld.

Artikel 2.

Volgens dit artikel "moet de verklaring door de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren geschreven en ondertekend zijn, en moet zij nauwkeurig de redenen opgeven die haar rechtvaardigen en de personen aanwijzen die haar oprechtheid zouden kunnen bevestigen".

Het is mogelijk, dat de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren niemand kan aanwijzen die zijn oprechtheid kan bevestigen, omdat hij bijvoorbeeld zijn overtuiging niet aan derden heeft medegedeeld. Om in dit geval te voorzien, dient de tekst als volgt te worden gelezen : "... en eventueel personen aanwijzen die de oprechtheid ervan zouden kunnen bevestigen".

Artikelen 3 en 5.

Artikel 3 zegt : "Indien de verklaring aan de in de vorige artikelen gestelde voorwaarden voldoet, wordt de betrokkene door de Minister van Binnenlandse Zaken voorlopig ingeschreven op de lijst van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren.

Deze inschrijving schorst ten opzichte van de verzoeker de toepassing van het bepaalde in de dienstplichtwet betreffende de overgifte van het contingent aan het recruterings- en selectiecentrum".

Artikel 5, eerste lid, van het ontwerp zegt : "Uiterlijk één maand na ontvangst van de verklaring wordt het dossier overgemaakt aan de voorzitter van de raad voor de dienstweigering opdat deze zich zou uitspreken over de oprechtheid van de weigering".

.../...

Aan de in de artikelen 1 en 2 gestelde voorwaarden voldoet de verklaring wanneer zij volgens de voorgeschreven vormen is gedaan en ontvankelijk is : aangetekende brief waarbij gewetensbezwaren naar voren worden gebracht, door de dienstweigeraar ondertekende schriftelijke verklaring, nauwkeurige opgave van de redenen tot verantwoording van deze verklaring, eventuele aanwijzing van personen die de oprechtheid zouden kunnen bevestigen, verklaring die eventueel door de politiecommissaris of de rijks-wachtbevelhebber in ontvangst is genomen, verklaring gedaan op het tijdstip bedoeld in artikel 1, tweede en derde lid.

Wanneer aan deze voorwaarden is voldaan, moet de Minister de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren voorlopig als zodanig doen inschrijven. Deze inschrijving zou hij niet mogen weigeren omdat de redenen van de declarant "niet op godsdienstige, wijsgerige of morele overwegingen berusten, maar wel op politieke overwegingen" of nog omdat de dienstweigeraar niet overtuigd is, "dat men de evenmens niet mag doden zelfs niet op overheidsbevel". Het betreft hier grondvoorwaarden die niet de Minister maar wel de raad voor de dienstweigering ter beoordeling staan.

Hieruit volgt, dat de taak van de raad voor de dienstweigering in werkelijkheid ruimer is dan bepaald in de tekst van artikel 5, eerste lid, volgens hetwelk hij zich alleen over de oprechtheid van de weigering uitspreekt. De raad kan immers, indien de overtuiging van de dienstweigeraar naar zijn oordeel op politieke overwegingen berust, de aanvraag verwerpen, ook al is die overtuiging volkomen oprecht.

De raad zal dus niet alleen over de oprechtheid van de dienstweigeraar, maar ook over de aard van de aangevoerde overwegingen en over het onderwerp van zijn overtuiging uitspraak moeten doen. De raad moet zich dus over de gegrondheid van de weigering in haar geheel uitspreken, hetgeen uiteraard het onderzoek naar de oprechtheid insluit, ofschoon de taak van de raad zich daar niet toe beperkt.

Met inachtneming van bovenstaande opmerkingen wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Indien de verklaring aan de in de vorige artikelen gestelde voorwaarden inzake ontvankelijkheid en grond voldoet ... (voorts als in het ontwerp) ...

Artikel 5., eerste lid.

Uiterlijk één maand na ontvangst van de verklaring wordt het dossier overgemaakt aan de voorzitter van de raad voor de dienstweigering opdat deze zich over de gegrondheid van het gewetensbezwaar zou uitspreken".

+
+ +

.../...

Artikel 3, derde lid, bepaalt, dat "de inschrijving op de lijst van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren binnen achtenveertig uren aan verzoeker wordt betekend".

Met inachtneming van de wijziging die voor artikel 14 van het ontwerp wordt aanbevolen, leze men de tekst als volgt : "... binnen drie dagen, zon- en feestdagen niet inbegrepen ...".

+
+ +

Artikel 3, vierde lid, van het ontwerp bepaalt, dat "de verklaring voor niet bestaande wordt gehouden ingeval betrokkene op lichamelijke grond vrijgesteld wordt".

De memorie van toelichting verklaart in dit verband :

"Die inschrijving (op de lijst van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren overeenkomstig artikel 3) brengt de toetsingsprocedure aan de gang en heeft ook als gevolg dat ten opzichte van de verzoeker de toepassing van het bepaalde in de dienstplichtwet betreffende de overgifte van het contingent aan het recruterings- en selectiecentrum (hoofdstuk VI van de wet van 15 juni 1951) geschorst wordt.

De bepalingen in deze wet welke betrekking hebben op de militieverrichtingen, die bedoelde overgifte voorafgaan, blijven evenwel van toepassing om alle nutteloos tijdverlies te vermijden en om het mogelijk te maken verzoeker naar zijn lichamelijke geschiktheid voor de dienst te onderzoeken.

.../...

Wordt de verzoeker in de loop van die ver-richtingen op lichamelijke grond vrijgesteld, dan wordt zijn verklaring voor niet bestaande gehouden want in dit geval is betrokkene volledig ontslagen van zijn militaire verplichtingen, zelfs in oorlogstijd, en heeft hij er geen belang meer bij zijn toevlucht te nemen tot de dienstweigering uit gewetensbezwaren.

Die regel, welke in het laatste lid van artikel 3 is opgenomen, geldt eveneens ingeval betrokkene reeds vrijgesteld was alvorens hij zijn verklaring gedaan had".

Deze tekst van de memorie van toelichting houdt geen rekening met de vrijstelling op lichamelijke grond na het onderzoek in het recruterings- en selectiecentrum (artikel 59 van de dienstplichtwet).

Nochtans mag dit geval van vrijstelling niet worden uitgesloten. Het kan immers gebeuren, dat een dienstplichtige op lichamelijke grond wordt vrijgesteld nadat hij, bij toepassing van artikel 57 van de dienstplichtwet, de hoedanigheid van militair heeft verkregen. Dit zal het geval zijn wanneer de dienstplichtige door de geneesheer van het centrum naar de herkeuringsraad wordt verwezen omdat die geneesheer oordeelt dat vrijstelling wegens definitieve ongeschiktheid moet worden uitgesproken (artikel 59, § 1, tweede lid, van de dienstplichtwet).

.../...

Gesteld dat een dienstplichtige geen verklaring van gewetensbezwaren heeft ingediend vooraleer hij bij zijn aankomst in het recruterings- en selectiecentrum voor de eerste maal de hoedanigheid van militair verkrijgt, dan wordt hij onderzocht door de geneesheer van het centrum die hem naar de herkeuringsraad verwijst, met het gevolg dat hij zijn hoedanigheid van militair verliest (artikel 60 van genoemde wet). Hij kan dan nog steeds een verklaring van gewetensbezwaren indienen, aangezien hij niet bij het leger is ingelijfd (zie commentaar op artikel 1 van het ontwerp). Stelt de herkeuringsraad hem vrij, dan moet de verklaring die hij vóór of na deze vrijstelling mocht hebben ingediend, ook als onbestaande worden beschouwd.

Artikel 7.

Dit artikel bepaalt, dat de beslissing van de raad voor de dienstweigering aan de verzoeker betekend wordt binnen achtenveertig uren na de uitspraak.

Om de redenen uiteengezet bij artikel 3, derde lid, leze men de tekst als volgt : "... binnen drie dagen, zon- en feestdagen niet inbegrepen".

Artikel 8.

Voor de overeenstemming met het tweede lid kan het derde lid als volgt worden gelezen :

.../...

"De akte van beroep van de Minister van Binnenlandse Zaken moet aan de verzoeker worden gericht bij een ter post aangetekende brief die uiterlijk vijftien dagen na de dag van de beslissing ter post is afgegeven. Een afschrift van die akte wordt bij het dossier gevoegd".

Artikel 10.

Dit artikel stelt cassatieberoep open tegen de beslissing van de raad van beroep voor de dienstweigering. Het sluit aan bij artikel 51 van de dienstplichtwet van 15 juni 1951, dat toestaat beslissingen van de hoge militieraad en van de herkeuringsraden aan het toezicht van het Hof van cassatie te onderwerpen.

De beslissingen van de raad van beroep voor de dienstweigering en van de hoge militieraad zijn ontegensprekelijk administratieve beslissingen. Beroep tegen beslissingen van de raden van beroep voor de dienstweigering zou dus, behalve indien de wet anders bepaalt, op grond van artikel 9 van de wet van 23 december 1946 rechtens bij de Raad van State moeten worden ingediend, wegens de administratieve aard van de rechtsmacht. Niettemin is het toezicht op de wetmatigheid van deze beslissingen aan de Raad van State onttrokken en aan het Hof van cassatie opgedragen. Vóór de Raad van State bestond, lag het voor de hand, dat het Hof van cassatie met deze taak werd belast; er was immers geen ander, meer in het bijzonder bevoegd lichaam om een dergelijke controle uit te oefenen. Sedert de wet van 23 december 1946 is de Raad van State echter de gewone rechter in administratieve zaken geworden.

Het zal dan ook zaak van de Wetgevende Kamers zijn, te oordelen of het parallelisme met de dienstplichtwet zover moet worden doorgetrokken, dat het Hof van cassatie terzake bevoegd blijft, dan wel of het niet verkieslijk is de nieuwe weg op te gaan die bij de oprichting van de Raad van State is ingeslagen en de controle over de wettigheid van de beslissingen van de raad van beroep voor de dienstweigering dus aan deze instelling op te dragen.

Mocht de bevoegdheid van de Raad van State worden verkozen boven die van het Hof van cassatie, dan moeten de voorschriften van het ontwerp in verband met het cassatieberoep dienovereenkomstig gewijzigd en vereenvoudigd worden.

Aangezien het beroep bij de Raad van State tegen beslissingen van de raad van beroep voor de dienstweigering rechtens zou plaats hebben, behoeft dit beroep niet noodzakelijk speciaal te worden ingevoerd. Toch is terzake een tekst nodig, die zou bepalen welke Minister bevoegd is om het beroep in te stellen en binnen welke termijn het moet worden ingesteld, want, volgens het ontwerp, is deze termijn niet dezelfde als in de procedureregeling van de Raad van State. Mocht de Regering overigens nog wensen dat de beroepen bij de Raad van State opschortend zijn, dan moet ook dit in de tekst tot uiting komen.

.../...

Met het oog op de hierboven geschetste mogelijkheid wordt, ter vervanging van de artikelen 10, 11 en 12 van het ontwerp, de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 10.-

Tegen de beslissing van de raad van beroep voor de dienstweigering kunnen de Minister van Binnenlandse Zaken en de verzoeker in beroep komen bij de afdeling administratie van de Raad van State overeenkomstig artikel 9 van de wet van 23 december 1946, de Minister binnen vijftien dagen na de uitspraak en de verzoeker binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing.

De beroepen zijn opschortend".

Artikel 12.

Dit artikel, dat aansluit bij artikel 53, § 3, van de dienstplichtwet, bepaalt dat "de griffier van het Hof van cassatie van de aanvaarding of van de verwerping van de voorziening kennis geeft aan de Minister van Binnenlandse Zaken, die de beslissing aan de verzoeker betekent".

.../...

Volgens de bedoeling van de Regering moet geen afschrift in extenso van de beslissing, maar alleen de mededeling die de Minister van de griffier heeft ontvangen, namelijk de aanvaarding of de verwerping van de voorziening, worden betekend.

De volgende tekst zou deze bedoeling beter tot uiting brengen :

"De griffier van het Hof van cassatie geeft de Minister van Binnenlandse Zaken kennis van de aanvaarding of de verwerping van de voorziening. De Minister geeft hiervan kennis aan de verzoeker".

Artikel 13.

Dit artikel zegt : "In geval van verbreking wordt de zaak verwezen naar de uit andere leden samengestelde raad van beroep voor de dienstweigering.

Indien de tweede beslissing vernietigd wordt om dezelfde redenen als die waarop de eerste verbreking steunde, moet de raad van beroep zich schikken naar de beslissing van het Hof omtrent het rechtspunt dat het beslecht heeft".

Dit artikel transponeert artikel 54 van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

.../...

Ingeval wordt aanvaard, dat het beroep bij de Raad van State komt, dient deze bepaling gewijzigd te worden naar het voorbeeld van de precedenter in vroegere wetten. (1)

In de onderstaande tekst, die artikel 11 van het ontwerp zou worden, is met deze opmerking rekening gehouden :

"Wordt de beslissing van de raad van beroep voor de dienstweigering door de Raad van State vernietigd, dan wordt de zaak naar de anders samengestelde raad van beroep verwezen; deze is verplicht zich te gedragen naar het arrest van de Raad van State met betrekking tot de daarin besliste rechtsvraag".

+

+ +

Wordt de bevoegdheid van de Raad van State aanvaard, dan zouden de artikelen 14 en volgende van het ontwerp moeten worden vernummerd tot 12 en volgende. De verwijzingen naar deze artikelen zouden in het ontwerp aan deze vernummering moeten worden aangepast.

.../...

(1) Zie onder meer :

- 1° het enig artikel van de wet van 2 februari 1955 tot wijziging van artikel 3 van de wet van 24 juli 1952 betreffende de procedure in zake de statuten der burgerlijke weerstanders en werkweigeraars, der gedeporteerden voor de verplichte arbeidsdienst tijdens de oorlog 1940-1945, der buitenlanders politieke gevangenen, der politieke gevangenen en hun rechthebbenden en der weerstanders door de sluikpers ;
- 2° artikel 23 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Artikel 14.

Dit artikel zegt :

"De betekeningen waarvan sprake in de voorgaande artikelen geschieden bij ter post aangetekende brief. De afgifte van de brief op de post geldt als betekening".

Dit voorschrift heeft onder meer tot gevolg dat de termijnen van beroep ingaan de dag waarop de aangetekende brief, waarbij de beslissing ter kennis wordt gebracht, ter post is bezorgd.

Het door het ontwerp aangenomen uitgangspunt voor de termijn van beroep levert het bezwaar op, dat het begrip kennisgeving zelf erdoor wordt ontzenuwd, aangezien de termijn ingaat op een tijdstip waarop de betrokkene de voor hem bestemde kennisgeving niet eens heeft kunnen ontvangen. Het ware dienstiger, de termijn te doen ingaan vanaf de dag na die van de terpostbezorging, met dien verstande dat zon- en feestdagen niet worden medegerekend, want in België werden aangetekende brieven normaal binnen vierentwintig uren besteld.

Artikel 14 kan dus beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 14.-

De betekeningen waarvan sprake in de voorgaande artikelen geschieden bij ter post aangetekende brief. De betekening wordt geacht gedaan te

.../...

zijn de dag na de afgifte van de brief ter post, zon- en feestdagen niet inbegrepen".

Artikel 17.

Dit artikel zegt :

"Wordt de inschrijving toegestaan en slaat de weigering enkel op het vervullen van de gewapende dienst, dan wordt de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren aangewezen voor de gezondheidsdienst of voor een andere niet gewapende dienst, gedurende een termijn die de helft langer duurt dan die opgelegd aan de dienstplichtigen die deel uitmaken van hetzelfde contingent en voor dezelfde dienst aangewezen zijn".

Zoals artikel 16 van het ontwerp doet voor het geval dat de inschrijving wordt geweigerd, dient ook artikel 17 te bepalen, dat de schorsing waarvan sprake in het tweede lid van artikel 3 een einde neemt en dat de betrokkene, ingeval het contingent waarvan hij deel moest uitmaken reeds aan de militaire overheid werd overgegeven, alsdan aan die overheid wordt overgegeven met het volgende contingent.

In de volgende tekst is met deze opmerkingen rekening gehouden :

"Artikel 17.-

Wordt de inschrijving toegestaan bij een onherroepelijk geworden beslissing en slaat de weigering enkel op het vervullen van de gewapende

.../...

dienst, dan neemt de schorsing waarvan sprake in het tweede lid van artikel 3 een einde en wordt de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren aangewezen voor de gezondheidsdienst of voor een andere niet gewapende dienst, gedurende een termijn die de helft langer duurt dan die opgelegd aan de dienstplichtigen die deel uitmaken van hetzelfde contingent en voor dezelfde dienst aangewezen zijn.

Wanneer het contingent waarvan hij deel moest uitmaken reeds aan de militaire overheid is overgegeven, wordt de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren met het volgende contingent aan die overheid overgegeven".

Artikelen 18 en 19.

In verband met de aanwijzing van de dienstweigeraar voor het Korps Burgerlijke Bescherming en met de aldaar geldende regeling verklaart de memorie van toelichting het volgende :

"Er dient nochtans opgemerkt dat na hun inlijving in het Korps Burgerlijke Bescherming, de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren zullen onderworpen worden niet aan het regime dat thans van toepassing is in dit Korps, maar aan een bijzonder regime dat in principe hun indeling zal voorzien in de eenheden van die dienst buiten hun verblijfplaats en met verplichting in kwartieren te verblijven".

Artikel 19 bepaalt bovendien dat "De dienst en het statuut van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren, die voor het Korps Burgerlijke Bescherming aangewezen zijn, ingericht worden door de Koning, die onder meer het tuchtreglement, de verloven, alsmede de vergoedingen bepaalt, waarop de dienstweigeraars en hun gezin recht hebben".

Volgens de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, geeft het eerste lid van deze tekst een aantal punten aan die geregeld zullen worden in het krachtens artikel 19 van het ontwerp uit te vaardigen koninklijk besluit, zodat het woord "bovendien" in het tweede lid van artikel 18 minder juist is.

Bedoelt de Regering het zo, dat de Koning bij het uitvaardigen van de in artikel 19 in het vooruitzicht gestelde voorzieningen gebonden zal zijn door de verklaringen van voornoemd eerste lid, dan is het niet voldoende dat deze verklaringen in de memorie van toelichting worden opgenomen : zij behoren in de tekst zelf van het ontwerp te worden neergelegd.

+

+ +

Voor de overeenstemming met het voorgestelde artikel 17 leze men het begin van artikel 18 als volgt :

.../...

"Artikel 18.-

Wordt de inschrijving toegestaan bij een onherroepelijk geworden beslissing en slaat de weigering op het vervullen van om het even welke militaire dienst, dan wordt de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren aangewezen voor het Korps Burgerlijke Bescherming ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

+
+ +

Artikel 21.

De eerste volzin van het derde lid kan beter als volgt worden gelezen :

"De intrekking van de verklaring of de afstand van de inschrijving wordt bij een ter post aangetekende brief aan de Minister van Binnenlandse Zaken medegedeeld".

Artikel 22.

Wat paragraaf 1 betreft :

Het eerste lid van het ontwerp zegt :

"De inschrijving kan vernietigd worden indien bewezen wordt dat betrokkene bedrieglijke handelingen heeft aangewend of wetens en willens onjuiste inlichtingen heeft verstrekt of doen verstrekken met het doel ze te bekomen".

.../...

Dit voorschrift sluit aan bij artikel 88, eerste lid, van de dienstplichtwet van 15 juni 1951.

Artikel 24 van het ontwerp stelt straffen ten aanzien van "de verzoeker die bedrieglijke handelingen heeft aangewend om zijn inschrijving op de lijst van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren te bekomen" en ten aanzien van hem "die om de inschrijving van de verzoeker te bewerkstelligen, een bewijs of inlichtingen heeft bezorgd waarvan hij wist dat ze onjuist waren".

Hieruit volgt dat de dienstweigeraar, behalve in het geval van bedrieglijke handelingen, niet kan worden gestraft om met zijn weten onjuiste inlichtingen te hebben verstrekt of te hebben doen verstrekken (vergelijk met artikel 96 van de dienstplichtwet). In zodanig geval zullen de gedragingen van de dienstweigeraar alleen door vernietiging van de inschrijving kunnen worden gestraft, terwijl, krachtens artikel 24 van het ontwerp, strafbaar zal zijn de derde die, om de inschrijving van de verzoeker te bewerkstelligen, inlichtingen heeft verstrekt waarvan hij wist dat ze onjuist waren.

Hierbij moge worden opgemerkt, dat de uitdrukking "wetens en willens onjuiste inlichtingen heeft verstrekt of doen verstrekken" niet overeenstemt met de Franse tekst (a sciemment ... laissé donner des renseignements inexactes) die de bedoeling van de Regering juist weergeeft. De Nederlandse tekst moet dus met de Franse in overeenstemming worden gebracht.

Het tweede lid van het ontwerp zegt :

"De Minister van Binnenlandse Zaken maakt met dit doel de zaak aanhangig bij de raad die de beslissing, waarbij de inschrijving wordt toegestaan, heeft uitgesproken!

In de bedoeling van de Regering spreekt het vanzelf, dat ingeval de raad voor de dienstweigeren de inschrijving heeft toegestaan en de raad van beroep voor de dienstweigering deze beslissing heeft bevestigd, alleen de raad van beroep bevoegd zal zijn om over de vernietiging van de inschrijving uitspraak te doen.

Wat paragraaf 2 betreft :

Het ontwerp bepaalt :

"De vernietiging mag niet geschieden meer dan een jaar na de dag waarop de beslissing, waarbij de inschrijving wordt toegestaan, onherroepelijk geworden is.

Indien echter een publieke vordering werd ingesteld wegens feiten die de vernietiging kunnen rechtvaardigen, wordt die termijn geschorst zolang terzake van die strafvordering geen eindvonnis is uitgesproken. Volgt er veroordeling, dan wordt de termijn bovendien verlengd tot bij het verstrijken van een jaar te rekenen van de dag waarop de veroordeling onherroepelijk geworden is".

Dit voorschrift sluit aan bij artikel 88, vijfde lid, van de dienstplichtwet.

De term "onherroepelijk" in het eerste lid betekent hier, dat de beslissing die de inschrijving toestaat, niet meer kan worden bestreden door enig in het ontwerp bepaald beroep, ook niet door cassatieberoep.

Volgens de uitleg die aan de Raad van State is verstrekt, betekent de term "eindvonnis" in het tweede lid hetzelfde als "onherroepelijk", dit wil zeggen dat hier bedoeld wordt het geval dat tegen de beslissing in strafzaken geen enkel, zelfs buitengewoon rechtsmiddel meer openstaat. Om de terminologie van het tweede lid eenvormig te maken, vervangen de woorden "geen eindvonnis is uitgesproken" door "geen onherroepelijke uitspraak is gedaan".

Voorts blijkt uit de tekst, dat de vernietiging niet meer kan worden uitgesproken wanneer meer dan een jaar verstreken is na de dag waarop de inschrijving onherroepelijk is geworden.

Dit betekent, dat elke beslissing van de rechter ten gronde die tot de vernietiging van de inschrijving besluit, binnen de hierboven bedoelde termijn van een jaar tot stand moet komen. Na die termijn zou de rechter geen uitspraak meer kunnen doen, noch om een inschrijving te vernietigen noch om een vernietiging van inschrijving te bevestigen die binnen het jaar door de rechter in eerste aanleg zou zijn uitgesproken, noch zelfs om een inschrijving te vernietigen ingevolge een verwijzing naar cassatie binnen de termijn van een jaar.

Een voorbeeld moge deze beginselen toelichten.

De raad van beroep voor de dienstweigering heeft binnen de termijn van een jaar een inschrijving vernietigd. Tegen deze beslissing wordt cassatieberoep ingesteld.

Indien het beroep zelfs na het verstrijken van deze termijn wordt verworpen, is er geen probleem: de vernietiging is immers binnen de wettelijke termijn van een jaar uitgesproken door de rechter ten gronde.

Wordt de beslissing tot vernietiging daarentegen door het Hof van cassatie vernietigd en wordt de zaak binnen de termijn van een jaar naar de raad van beroep voor de dienstweigering verwezen, dan zal de raad van beroep de inschrijving niet kunnen vernietigen, indien hij na het verstrijken van deze termijn uitspraak doet.

Dezelfde beginselen gelden mutatis mutandis indien de controle over de wettigheid van de administratieve beslissingen inzake dienstweigering uit gewetensbezwaren niet aan het Hof van cassatie maar aan de Raad van State wordt opgedragen.

.../...

Wat paragraaf 3 betreft :

Het ontwerp bepaalt :

"Indien de vernietiging wordt uitgesproken, valt betrokkene onder het stelsel bij het vorig artikel bepaald voor het geval van afstand van inschrijving, maar hij moet een werkelijke dienst volbrengen waarvan de duur ten minste gelijk moet zijn aan de dienstdtijd die wordt opgelegd aan de dienstplichtigen die deel uitmaken van het eerstvolgend normaal contingent".

Dit voorschrift kan duidelijker als volgt worden gelezen :

"Indien de vernietiging wordt uitgesproken, valt de betrokkene onder het stelsel dat artikel 21 bepaalt voor het geval van afstand van inschrijving; hij moet echter alleszins als gewoon dienstplichtige een militaire dienst volbrengen van ten minste even lange duur als de dienstdtijd opgelegd aan de dienstplichtigen die van het eerstvolgende normaal contingent deel uitmaken".

De volgende redenen wettigen de voorgestelde tekstwijziging :

De term "werkelijke dienst", die door het ontwerp wordt gebruikt, is dubbelzinnig. De dienstweigeraar uit gewetensbezwaren die voor de gezondheidsdienst (niet gewapende militaire dienst) wordt

.../...

aangewezen, volbrengt een werkelijke dienst maar niet in de hoedanigheid van gewoon dienstplichtige. Het ontwerp echter bedoelt, de dienstweigeraar wiens inschrijving wordt vernietigd, in alle gevallen tot gewapende of niet gewapende militaire dienst als gewoon dienstplichtige te verplichten, met dien verstande dat deze dienst tenminste even lang moet duren als de dienstdtijd opgelegd aan de dienstplichtigen die van het eerstvolgende normaal contingent deel uitmaken.

Enige voorbeelden zullen de strekking van dit voorschrift toelichten :

- 1° een dienstweigeraar uit gewetensbezwaren wordt voor de gezondheidsdienst aangewezen. Drie maanden na zijn indiensttreding wordt zijn inschrijving vernietigd. De belanghebbende zal dan als gewoon dienstplichtige, in de gezondheidsdienst of in een andere al dan niet gewapende militaire dienst een bijkomende diensttermijn moeten volbrengen van 27 -3 zijnde 24 maanden, aangezien dergelijke diensttermijn niet minder bedraagt dan de gewone dienstplichttermijn (18 maanden).

In geval de vernietiging elf maanden na de indiensttreding wordt uitgesproken, moet de belanghebbende een bijkomende dienst volbrengen niet van 16 maanden ($27-11=16$) maar van 18 maanden, zijnde een termijn die ten minste gelijk is aan de gewone dienstdtijd. In dit geval zal de dienstweigeraar dus verplicht worden, een diensttermijn van meer dan 27 maanden te volbrengen.

.../...

Indien de inschrijving meer dan 27 maanden na de indiensttreding wordt vernietigd - welk geval zich kan voordoen bij een publieke vordering als bedoeld in paragraaf 2 van artikel 22 van het ontwerp -, moet de belanghebbende behalve de reeds als dienstweigeraar doorgebrachte 27 maanden nog een bijkomende militaire dienst volbrengen van 18 maanden, dit is samen 45 maanden.

- 2° Nemen wij het geval van een dienstweigeraar uit gewetensbezwaren die voor het Korps Burgerlijke Bescherming wordt aangewezen, dan zal de belanghebbende als gewoon dienstplichtige in een al dan niet gewapende militaire dienst een bijkomende diensttermijn moeten volbrengen van dezelfde duur als in de bovenstaande voorbeelden.

Artikelen 23 tot 26.

Deze artikelen bevatten de strafbepalingen van het ontwerp.

Artikel 23 zegt :

"Met gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar wordt gestraft de voor het Korps Burgerlijke Bescherming aangewezen dienstweigeraar die zich aan zijn verplichtingen heeft onttrokken, geweigerd heeft deel te nemen aan een bevolen dienst of zich opzettelijk onthouden heeft die dienst uit te voeren .

.../...

De schuldige kan bovendien tot de ontzetting worden veroordeeld overeenkomstig artikel 33 van het Wetboek van strafrecht".

Dit voorschrift sluit gedeeltelijk aan bij artikel 28 van het Militair Strafwetboek, dat namelijk van toepassing blijft op dienstweigeraars uit gewetensbezwaren die niet voor het Korps Burgerlijke Bescherming worden aangewezen.

Daaruit volgt dat de gewone rechtbanken bij uitsluiting bevoegd zijn ten aanzien van dienstweigeraars die deel uitmaken van het Korps Burgerlijke Bescherming, terwijl de militaire rechtbanken bevoegd zijn ten aanzien van de overige dienstweigeraars.

+
+ +

Artikel 24 zegt :

"Met gevangenisstraf van acht dagen tot twee jaar wordt gestraft :

1° de verzoeker die bedrieglijke handelingen heeft aangewend om zijn inschrijving op de lijst van de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren te bekomen ;

.../...

2° al wie, om de inschrijving van de verzoeker te bewerkstelligen, een bewijs of inlichtingen heeft bezorgd waarvan hij wist dat ze onjuist waren".

Artikel 25 zegt :

"De bij artikel 24 gestelde straffen worden op het dubbele gebracht ingeval de bij die bepalingen bedoelde misdrijven werden gepleegd in oorlogstijd of gedurende de periodes die bij artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opëisingen met de oorlogstijd worden gelijkgesteld.

De misdrijven tegen artikel 23 worden in dat geval gestraft met gevangenisstraf van twee jaar tot vijf jaar".

Het koninklijk besluit van 11 maart 1954 houdende statuut van het Korps Burgerlijke Bescherming bevat in de artikelen 35 en 36 eveneens strafbepalingen.

"Artikel 35.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 26 tot 1.000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft, het lid van het personeel van het korps, schuldig bevonden aan het geven, verpanden, lenen, te koop stellen, verkopen of verduisteren van materieel, uitrustings- of kledingsstukken, die hem zijn toevertrouwd, dat ze moedwillig heeft vernietigd of beschadigd of dat desgevorderd weigert ze terug te geven.

Artikel 36.-

Met gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met geldboete van 26 tot 1.000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft, het lid van het personeel van het korps dat in oorlogstijd, tijdens daarmee gelijkgestelde periodes zoals bepaald bij artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire vorderingen of tijdens rampspoedige gebeurtenissen in vreedetijd, zijn verplichtingen niet nakomt, weigert deel te nemen aan een opgelegde dienst, zich met opzet er van onthoudt een opgelegde dienst uit te voeren, zich schuldig maakt aan ernstige nalatigheid inzake het bewaren of het onderhoud van het materieel en de uitrustings- of kledingsstukken, die hem zijn toevertrouwd".

Zoals de memorie van toelichting aanstipt, zijn deze artikelen 35 en 36 niet van toepassing op de dienstweigeraars uit gewetensbezwaren die voor het Korps Burgerlijke Bescherming zijn aangewezen.

De in artikel 35 omschreven feiten zullen dus alleen strafbaar zijn in zover zij onder het gemeen strafrecht vallen.

.../...

Artikel 36 van zijn kant wordt gedeeltelijk herhaald door artikel 23 van het ontwerp, dat ten aanzien van de oorlogstijd nog aangevuld wordt door artikel 25, tweede lid, van het ontwerp.

De volgende verschillen bestaan tussen artikel 36 van het koninklijk besluit en de artikelen 23 en 25, tweede lid, van het ontwerp :

- 1° zowel in vreedestijd als in oorlogstijd stelt het ontwerp zwaardere straffen dan het besluit ;
- 2° het ontwerp voorziet niet uitdrukkelijk het geval van "rampspoedige gebeurtenissen in vreedestijd". Artikel 23 treft voorzieningen voor de vreedestijd in het algemeen en artikel 25, tweede lid, kent geen enkele strafverzwaring voor het geval van "rampspoedige gebeurtenissen in vreedestijd". Hieruit volgt dat artikel 23 toepassing zal vinden op de dienstweigeraar uit gewetensbezwaren, die weigert te gehoorzamen in vreedestijd, al dan niet bij rampspoedige gebeurtenissen;
- 3° artikel 36 van het koninklijk besluit stelt een straf ten aanzien van het lid van het personeel van het Korps dat "zich schuldig maakt aan ernstige nalatigheid inzake het bewaren of het onderhoud van het materieel en de uitrustings- of kledingsstukken, die hem zijn toevertrouwd". Het ontwerp houdt geen rekening met zodanig geval.

.../...

Uit dit alles blijkt, dat het ontwerp verschilt van het koninklijk besluit van 11 maart 1954, enerzijds doordat het sommige in de artikelen 35 en 36 van dit besluit overgenomen bepalingen niet op de dienstweigeraars toepast en, anderzijds, doordat het zwaardere straffen stelt voor sommige in het besluit omschreven misdrijven, wanneer deze door dienstweigeraars uit gewetensbezwaren zijn begaan.

SLOTOPMERKING.

In het ontwerp is niet gedacht aan het geval, dat de voorschriften van de dienstplichtwet inzake de vrijlating van dienst op morele grond en inzake uitstel tegelijk met de voorschriften van het ontwerp toepasselijk zouden zijn.

Dezelfde opmerking geldt ten aanzien van sommige personen, bedoeld in artikel 16 van de dienstplichtwet, dat de terbeschikkingstelling ten behoeve van de Minister van Koloniën voor dienstvervulling in de overzeese gebiedsdelen regelt.

Daar de Raad van State de bedoeling van de Regering terzake niet kent, stelt hij geen teksten voor.

La chambre était composée de

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

G. HOLOYE,
G. VAN BUNNEN,

A. BERNARD,
Ch. VAN REEPINGHEN,

R. DECKMYN,

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président
raadsheer van State, voorzitter

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE. Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) R. DECKMYN

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE. Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.